

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 20/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUO METAL (ex GOUX)

795 rue Saint Hilaire
60150 COUDUN

Références : IC-R/0478/22-JD/SF
Code AIOT : 0005101087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement DUO METAL (ex GOUX) implanté 795 rue de Saint Hilaire 60150 COUDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection vise au récolement de l'arrêté préfectoral du 9 février 2022 mettant en demeure la société DUO Métal de canaliser et maîtriser ses émissions de composés organiques volatils, issues de ses activités de stockage et d'application de peintures à solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUO METAL (ex GOUX)
- 795 rue de Saint Hilaire 60150 COUDUN
- Code AIOT : 0005101087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société DUO METAL à Coudun est spécialisée dans le recyclage de fûts d'occasion. L'établissement réceptionne des fûts dans lesquels il reste en moyenne 1 à 2 % de fonds résiduels d'anciens produits (résines, colles, cosmétiques, polymères, peintures, etc..). Il s'agit donc pour la plupart de produits contenant des solvants.

Les étapes majeures sont les suivantes :

- Réception des fûts et tri ;
- Pompage des produits résiduels ;
- Décapage thermique : les fûts sont introduits dans le brûleur dont la température oscille entre 600 et 800°C ;
- Récupération des cendres par grenailage ;
- Expandeur : redressement des fûts ;
- Test d'étanchéité ;
- Applications de peinture et passages en four de cuisson ;
- Finition (notamment remise d'un couvercle) ;
- Départ pour l'expédition et la palettisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques de COV ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/02/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/1994, article 12.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1	/	Sans objet
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
3	Application de produits à base de solvants sur support métal	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les dispositions de son arrêté préfectoral de mise en demeure en investissant dans une installation de captation et de traitement sur charbon actif pour les émissions de composés organiques volatils. Les émissions sont captées et traitées à la source, ce qui permet à l'exploitant d'être conforme aux valeurs limites de rejet réglementaires. Par ailleurs, les rejets diffus sont considérablement diminués du fait d'une captation efficace. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022 peut donc être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée : La société DUO METAL, exploitant une installation de recyclage de fûts métalliques, située au 795 rue Saint-Hilaire à Coudun (60150), est mise en demeure, pour ses installations d'applications de peintures à solvants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de respecter les valeurs limites d'émission en composés organiques volatils, au niveau de l'émissaire de rejet des peintures à solvants, conformément au point 8 de l'annexe I « Seuils de consommation et valeurs limites d'émission » de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 susvisé ; 			
Activité	Seuil	Valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels	Valeurs limites d'émission diffuse
8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	5-15 t/an	100 mg/Nm ³	25 %
	> 15 t/an	75 mg/Nm ³	20 %
<p>- de canaliser et de rejeter les gaz issus de la cabine d'application de peintures à solvants et de son four de cuisson, conformément aux dispositions des articles 6.1, 6.2 et 6.4 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé.</p> <p>« Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. » ;</p> <p>« Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. » ;</p> <p>« La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h. » ;</p>			
<p>Constats : A la demande de l'inspection et afin de se mettre en conformité avec la réglementation, l'exploitant a installé un système de traitement conséquent des Composés Organiques Volatils (COV). A noter que les activités d'application de peintures, génératrices de COV, font partie du processus de réhabilitation des fûts.</p> <p>Cette installation est composée de différents points d'aspiration des COV :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hotte entrée et sortie du four de cuisson ; - hotte de phosphatation ; - filtre mural dans la cabine de projection de peinture ; - filtre mural dans le local de dégazéification ; - filtre mural dans la zone de stockage des peintures. <p>Le traitement est un filtre à charbon actif de 30 m³. Ce produit est en location dans le coffre blanc. Les rejets sont ensuite évacués par une cheminée unique de 10 mètres de hauteur par rapport au sol. Une passerelle d'accès a été réalisée pour effectuer les prélèvements.</p>			

<p>Conformément à l'article 6.1 de l'arrêté ministériel, les gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés. Ce point de non-conformité peut donc être levé.</p> <p>Par ailleurs, le respect des valeurs limites d'émission du point 8 de l'annexe I de l'arrêté du 13 décembre 2019 peut également être levé.</p> <p>En effet, pour une consommation de solvants annuelle d'environ 10 tonnes par an, la dernière campagne de mesures des rejets atmosphériques du 26 octobre 2022 a montré un abattement notable des rejets en COV.</p> <p>Une concentration moyenne en COV totaux de 33.3 mg/Nm³ a été mesurée pour un flux de 1.1 kg/h.</p> <p>Les articles 6.2 et 6.4 de l'arrêté ministériel sont également respectés. La cheminée unique permet une bonne diffusion des rejets. Le débit moyen mesuré lors de la campagne de mesures était de 31728 m³/h sur gaz sec avec une vitesse d'éjection de 12.5 m/s.</p> <p>La mise en demeure peut donc être levée. L'inspection propose en annexe du rapport un projet d'arrêté préfectoral de levée de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats : L'activité consommatrice de solvants est le reconditionnement de fûts métalliques, et principalement l'opération de revêtement de l'intérieur des fûts.</p> <p>L'exploitant a réalisé et transmis à l'inspection le plan de gestion des solvants de l'année 2021. A partir des peintures à base de solvants, il a déterminé une quantité de solvants consommés de 9.260 t. Avant la nouvelle installation de traitement mise en service sur cette fin d'année, l'exploitant ne disposait que d'un équipement pilote capable de traiter environ 30 % des solvants. La quantité détruite en 2021 a donc été estimée à 30 % du total consommé soit 2.778 t.</p> <p>Les sorties de COV issues du PGS sont exclusivement les rejets canalisés et diffus. Les rejets COV rejetés à l'atmosphère pour 2021 ont donc été estimés à 6.482 t.</p>
<p>Observations : Pour son plan de gestion des solvants de l'année 2022, l'exploitant devra calculer les rejets de COV issus des émissions canalisées. En effet, il a estimé dans son PGS de 2021 que les émissions captées ne laissaient passer aucun COV.</p> <p>Les résultats des campagnes de mesure pourront être utilisés pour le calcul.</p> <p>Évidemment, il s'agira d'une simple estimation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Application de produits à base de solvants sur support métal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22
Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si la consommation de solvants est supérieur à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émissions de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m ³ . Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchage et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.
Constats : La consommation de solvants sur le site est d'environ 10 tonnes par an. Bien que l'exploitant utilise en grande partie des peintures hydrosolubles, les revêtements internes des fûts nécessitent encore des produits contenant des solvants. Conformément à ce qui a été dit précédemment, avec le nouveau dispositif de traitement des COV, les concentrations en sortie de l'émissaire unique sont nettement inférieures à la valeur limite d'émission de 100 mg/m ³ (33 mg/m ³ , VLE moyenne issue de la campagne de mesures du 26 octobre 2022). D'autre part, lors de la visite d'inspection et suite aux explications de l'exploitant, il apparaît que la qualité de captation est notable. Elle est composée d'un certain nombre de hottes et de filtres muraux disposés aux endroits stratégiques permettant une captation à la source. L'exploitant a estimé que 90 % des COV étaient canalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/1994, article 12.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En particulier, les moyens de lutte contre l'incendie comprennent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir, répartis dans les tous les bâtiments de l'établissement ;- un point normalisé (P.I ou B.I) capable de fournir un débit unitaire de 120 m³ en deux heures et situé à moins de 200 mètres du four de traitement des fûts.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier contrôle de vérification périodique des extincteurs, réalisé le 26 octobre 2021. Celui-ci précise que la maintenance est conforme à la règle APSAD R4. Fait susceptible de suites : L'exploitant a précisé que la vérification n'avait pas encore eu lieu cette année car il change de prestataire de services. Toutefois, le nouveau prestataire doit intervenir avant la fin de l'année. L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection le dernier rapport de vérification fait en 2022. Par mail du 21 novembre 2022, l'exploitant a transféré un mail du nouveau prestataire CASI Sécurité Incendie, avec un devis, nous informant que l'intervention aura lieu le 6 décembre 2022. Deux poteaux incendie proches du site sont sur le domaine public dans la rue Saint-Hilaire. L'un des poteaux est proche de l'entrée principale. Les tests de vérification faits aux mois de mai 2020 et 2022 montrent que le débit du poteau proche de l'entrée principale, pour une pression de 1 bar, est approximativement de 50 m ³ /h. L'autre poteau est du côté de la seconde entrée du site, près de la ligne d'aplatissement des fûts non conformes, et donc à moins de 200 mètres du four d'incinération. Les tests de vérification faits aux mois de mai 2020 et 2022 montrent que le débit de ce poteau, pour une pression de 1 bar, dépasse légèrement les 60 m ³ /h.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet